

26 mai 2016 - TGV Albret

LA DUP, PAS UNE SURPRISE, JUSTE UNE SCANDALEUSE MASCARADE

La section travaux publics du Conseil d'État vient de donner un avis favorable au projet de LGV entre Bordeaux, Toulouse et Dax.

Le gouvernement par la voix de son secrétaire d'Etat chargé des transports salue cette étape majeure ouvrant la voie à la signature et à la publication de la déclaration d'utilité publique du projet LGV Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax.

Pas un mot dans la presse dénonçant ce déni de démocratie.

Pas un mot pour rappeler la décision de la Commission d'enquête publique émettant un avis défavorable.

Pas un mot pour rappeler que 92 % des citoyens, qui se sont exprimés par 15 000 contributions, ne veulent pas de ce projet.

C'est avec colère que nous lisons la déclaration d'Alain Vidalies, secrétaire d'Etat chargé des transports, honteuse et scandaleuse.

Laisser croire que la décision de la DUP repose sur l'avis des magistrats du Conseil d'Etat est une énorme tromperie : le gouvernement avait annoncé depuis longtemps sa décision de valider le projet LGV GPSO. Ce n'est là que la confirmation d'une scandaleuse mascarade.

A quoi donc a servi l'enquête publique, aboutissement de plus de 10 ans d'études, de consultations, de propositions d'alternatives, de nombreux rapports, de mobilisations ?

Si certains se posent encore la question, nous en avons ici la réponse : cela n'a servi à rien.

Le gouvernement préfère écouter quelques proches de sa famille politique, de grands élus, de lobbyistes pour prendre sa décision.

Certains élus emploient les mots « intérêt général », « utilité publique » ou « démocratie » à contresens : des mots qu'ils nous ont volés et qu'ils ont détournés de leurs sens profonds. En vérité, ils confondent le régime de l'oligarchie avec celui de la démocratie.

Nous faire croire que nous aurions un certain pouvoir en parlant de consultations, de concertations, alors que les décisions sont déjà prises,

c'est :

humiliant, méprisant et révoltant

TGV en Albret